

Entretien avec Louisa Aït Hamadouche. Politologue

Il est important d'envisager une révision de la doctrine stratégique de l'Algérie

- Cette crise marque-t-elle l'internationalisation du conflit ?

Non, elle la confirme seulement, dans la mesure où son internationalisation a commencé il y a plusieurs mois et l'une de ses manifestations était que le Conseil de sécurité ait pris sur lui de gérer le conflit et suggérer des solutions, dont la résolution 2085, dont les aspects politique et militaire sont très importants dans la gestion de ce conflit.

- Pensez-vous que cette prise d'otages puisse pousser l'Algérie à s'impliquer davantage dans la crise ? Peut-on imaginer une intervention armée au Mali ?

Je crois, que dans l'absolu, c'est une attaque qui implique l'Algérie de façon directe, pas seulement en tant qu'acteur politique mais aussi dans ses intérêts économiques stratégiques ainsi que dans ses relations avec ses partenaires internationaux. Par ailleurs, cette prise d'otages montre les limites de la sanctuarisation de nos frontières, des limites que nous connaissons puisque, objectivement, personne ne peut garantir l'imperméabilité des frontières dans le désert. C'est une faille qu'on ne pouvait pas éviter. A partir de là, je crois qu'il est effectivement important d'envisager une révision de la doctrine stratégique de l'Algérie, notamment le sacro-saint principe selon lequel l'Algérie ne peut pas, ne doit pas ou ne veut pas projeter ses forces à l'extérieur de son territoire. Or, c'est ce qu'il faudrait faire, à mon avis. Cependant, j'ai le sentiment que dans la conjoncture actuelle, ce n'est pas quelque chose immédiatement faisable. D'abord, j'ignore si les expertises et capacités de l'Algérie en termes de lutte antiterroriste ont inclus la projection des forces. Une stratégie qui demande des moyens particuliers. Ensuite, l'Algérie ne peut pas passer du tout à son contraire. Elle ne peut pas annoncer à son opinion publique qu'elle va envoyer ses soldats au Mali, car c'est une opération qui demande de préparer son opinion publique autant que ses soldats. A mon avis, oui, il faudrait y aller, mais ça n'a pas été préparé comme il aurait fallu.

- Quelles seraient les conséquences de cette prise d'otages à l'échelle régionale et internationale ?

Aussi spectaculaire qu'il soit, ce n'est pas le premier attentat terroriste que l'Algérie a vécu dans le Sud. Bien entendu, l'impact connaît une ampleur importante parce que des Etats étrangers sont impliqués. Je suis quand même assez étonnée de voir que des médias étrangers sont totalement focalisés sur une quarantaine d'expatriés alors qu'il y avait des centaines d'Algériens. Il ne faut pas tomber dans cet extrémisme médiatique. Je pense que les relations établies avec les partenaires étrangers depuis quelques années déjà sont suffisamment fortes pour conforter l'idée que ces partenaires doivent continuer à coopérer avec l'Algérie dans la lutte antiterroriste et le renseignement. Je crois qu'à travers cet épisode, il se pourrait que cette coopération soit renforcée et que l'Algérie obtienne les technologies de renseignements qu'elle demande depuis des années et ça pourrait devenir un mal pour un bien.

- Doit-on craindre une espèce de paranoïa qui risque de refroidir les investisseurs et collaborateurs dans cette région ?

Peut-être à court terme mais pas à moyen et long termes. Il existe des exemples en Afrique, notamment au Nigeria, où les affrontements avec les groupes terroristes sont très nombreux, y compris autour des champs pétrolifères, et les sociétés étrangères n'ont pas quitté le pays pour autant. On peut s'attendre à des mesures de sécurité renforcées, à des mesures de prudence accrues ou à une présence plus importante des sociétés de sécurité privées, mais de là à parler de partenaires qui bouderaient le marché algérien, je n'y crois pas.

- Quels sont les intérêts qu'a Belmokhtar de mener une action de cette ampleur ?

Créer une nouvelle katiba est sa façon d'exprimer sa présence forte face aux autres mouvements. La multiplication des groupes terroristes dans la région va pousser ces derniers à faire dans la surenchère pour qu'ils puissent s'imposer les uns face aux autres. On est face à plusieurs groupes qui se revendiquent de la même idéologie et on sait très bien qu'il n'y a pas de leadership unifié. Au contraire, ces groupes se battent pour le contrôle de la région sur un plan idéologique et économique. On sait que le trafic de divers types : contrebande ou prise d'otages sont des sources de bénéfice très importantes et qu'il y a une rivalité évidente. Le groupe de Belmokhtar s'impose comme celui avec lequel les autres devront compter.

Nesrine Sellal